

Repères chronologiques : Israël-Palestine

Cette chronologie succincte présente les temps principaux qui ont marqué les relations entre Israël et Palestine, la présence de la communauté internationale en soutien à l'une ou l'autre partie ou en recherche de solutions, ainsi que la difficulté de faire respecter le droit international malgré de nombreuses initiatives gouvernementales et intergouvernementales.

Les prémices du conflit

1890 : Préoccupé par les pogroms en Russie, le journaliste Theodor Herzl déclare nécessaire la création d'un État juif en Palestine et publie, en 1896, L'État des Juifs.

1897 : Congrès de Bâle considéré comme l'événement fondateur du mouvement sioniste. Création d'un fonds national juif chargé de l'achat de terres en Palestine.

1915 : Accords Hussein Mac-Mahon : les Britanniques promettent aux Arabes la création d'un royaume sur l'ensemble de la péninsule arabique, à l'issue de leur victoire sur l'Empire ottoman.

1916 : Accords secrets Sykes-Picot : la Grande Bretagne et la France conviennent de se partager le Proche-Orient en violation de l'accord Hussein Mac-Mahon. Est prévu de placer la Palestine, siège des lieux saints, sous statut international.

1917 : Déclaration Balfour : la Grande-Bretagne promet au mouvement sioniste de l'aider à créer un foyer national juif en Palestine.

Le mandat britannique

1922 : La Société des Nations attribue le mandat sur la Palestine à la Grande-Bretagne.

1933 : Hitler est nommé Chancelier de la République de Weimar, la politique antisémite du IIIe Reich stimule l'immigration juive en Palestine. Accord commercial « Haavara » entre les autorités sionistes et le régime nazi.

1936-39 : Grande révolte palestinienne contre l'occupation britannique et contre la colonisation sioniste, la répression décime l'élite palestinienne. Les milices sionistes se structurent en véritable armée.

1937 : Plan Peel : premier plan de partage attribuant 30 % de la Palestine au Yishouv (communauté juive).

1938 : Échec de la conférence d'Évian dont l'objectif était de venir en aide aux réfugié·e·s juifs allemand·e·s et autrichien·ne·s fuyant le régime nazi.

1939 : Le Livre Blanc britannique préconise l'indépendance de la Palestine pour 1947, la soumission de l'immigration juive à l'accord des habitant·e·s arabes et des mesures limitant l'acquisition de terres par les sionistes.

1941-45 : Génocide des Juifs et Juives européen·ne·s.

1942 : Programme de Biltmore adopté à New-York : les sionistes revendiquent un État juif sur

l'ensemble de la Palestine mandataire.

1946 : Affrontements généralisés en Palestine.

Création de l'État d'Israël et conséquences pour les Palestinien·ne·s

1947 : Les Nations Unies votent la résolution 181 qui partage la Palestine en un État juif (56 % du territoire, la communauté juive représentant 35% de la population totale), un État arabe (44%, pour une communauté arabe représentant 65% de la population) et une zone sous tutelle internationale (Jérusalem et Bethléem)¹. Les sionistes acceptent, les Palestinien·ne·s refusent. 1^{ère} phase de la « guerre de 48 » : les troupes sionistes écrasent les Palestinien·ne·s.

Ben Gourion met en œuvre le plan Daleth d'épuration ethnique : au cours de la Nakba (la catastrophe), 400 000 Palestinien·ne·s fuient ou sont expulsé·e·s.

1948 : Retrait britannique. Proclamation de l'État d'Israël le 14 mai. 1^{ère} guerre israélo-arabe, à l'initiative des pays arabes voisins, à l'issue de laquelle Israël occupe 78 % de la Palestine mandataire. Destruction de près de 615 villages arabes et exode de 750 000 Palestinien·ne·s. L'Assemblée des Nations Unies vote le 11 décembre, la résolution 194 qui reconnaît le droit au retour aux réfugié·e·s palestinien·ne·s.

1949 : Fondation par l'ONU de l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient).

1950 : « Loi du retour » votée par la Knesset (assemblée législative de l'État d'Israël) : toute Juif·ve peut immigrer en Israël et en devenir citoyen·ne.

1956 : Crise de Suez, 2^e guerre israélo-arabe. Massacre des habitant·e·s du village palestinien de Kafr'Kassem.

Résistances palestiniennes

1964 : Création de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) sous l'égide de l'Égypte.

1965 : 1^{ère} opération armée du Fatah (parti politique palestinien laïc et nationaliste, membre de l'OLP) en territoire israélien.

1967 : 3^e guerre israélo-arabe déclenchée par Israël, dite « des Six Jours ». Occupation de Jérusalem-Est, de la Cisjordanie et de Gaza ainsi que du Golan syrien et du Sinaï égyptien. L'État israélien proclame Jérusalem capitale d'Israël. Exode de 200 000 Palestinien·ne·s et de 150 000 Syrien·ne·s du Golan. Début de la colonisation de la Cisjordanie.

1968 : L'OLP acquiert son indépendance vis-à-vis des États arabes.

1969 : Le Fatah et le Front de libération de la Palestine (FDLP, parti nationaliste laïc, d'inspiration maoïste et membre de l'OLP²) se déclarent en faveur d'un « État palestinien démocratique et laïque »

¹ Association France Palestine Solidarité (AFPS), « 29 novembre 1947 : Plan de partage de la Palestine », Repères historiques, 17 mars 2023, [disponible ici](#).

² Les Clés du Moyen-Orient, « Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) », 28 août 2001, [disponible ici](#).

où juifs·ves, chrétien·nes et musulman·nes seraient égaux et égales³.

1970 : Septembre noir : à la demande des États-Unis, le roi Hussein de Jordanie liquide les forces palestiniennes dans le pays. Les combattant·es palestinien·nes se réfugient au Liban.

1972 : l'opération du commando « Septembre noir » aux jeux olympiques de Munich entraîne la mort de plusieurs athlètes israéliens.

1973 : 4^e guerre israélo-arabe dite du « Kippour » initiée par l'Égypte et la Syrie.

1974 : La Ligue arabe et l'ONU reconnaissent la représentativité de l'OLP et les droits légitimes des Palestinien·nes.

1975 : Guerre civile au Liban. Les Palestinien·nes combattent au côté des forces « islamo-progressistes » contre les Phalanges de la droite chrétienne soutenues par Israël. Résolution de l'Assemblée générale de l'ONU condamnant le sionisme comme une forme de racisme (résolution abrogée en 1991).

1976 : Le 30 mars, la violente répression d'une manifestation contre une nouvelle vague d'expropriation de terres consacre la « journée de la terre ».

1977 : En Israël, victoire électorale du Likoud (parti conservateur, 1^{ère} alternance politique dans l'histoire de l'État d'Israël)⁴, intensification de la colonisation. Le nouveau premier ministre israélien Menahem Begin affirme sa volonté de réaliser « Eretz Israël », soit le « Grand Israël ». Visite du président égyptien Anouar El Sadate en Israël. Naissance du mouvement libéral Shalom Akhchav (La paix maintenant), prônant une solution à « Deux peuples, deux États »⁵.

1978 : Israël envahit le Liban-sud. Accords israélo-égyptiens de Camp David signés à Washington sous l'égide du président des États-Unis : paix « séparée » entre l'Égypte et Israël.

1980 : Annexion de Jérusalem-Est par Israël.

1981 : Annexion du Golan syrien. Assassinat du président égyptien Anouar El Sadate.

1982 : Israël évacue le Sinaï et envahit le Liban.

1982-83 : Opération « Paix en Galilée », où l'armée israélienne fait le siège de Beyrouth. L'OLP est contrainte de quitter le Liban. Les phalangistes massacrent les Palestinien·nes des camps de Sabra et de Chatila au Liban, avec le soutien de l'armée israélienne.

1987-1989 : 1^{ère} Intifada « la révolte des pierres ». La répression par l'armée israélienne cause la mort de plus de 2000 Palestinien·nes.

1988 : Lors de la 19^e session du Conseil national palestinien, l'OLP proclame l'État de Palestine, déclare souscrire aux résolutions 181, 242, 338 des Nations Unies et réaffirme sa condamnation du terrorisme. Yasser Arafat confirme la reconnaissance d'Israël devant l'Assemblée générale des Nations

³ Orient XXI, « "La révolution palestinienne et les juifs", un livre pour l'histoire et pour demain », 3 juin 2021, [disponible ici](#).

⁴ Larousse, « Likoud », 21 novembre 2005, [disponible ici](#).

⁵ SciencesPo, Centre de recherches internationale, « Succès et déboires du camp de la paix en Israël », 2 janvier 2017, [disponible ici](#).

Unies. Fondation du Hamas.

Le temps des négociations

1991 : Guerre du Golfe. Conférence de Paix israélo-arabe à Madrid, initiée par les États-Unis et l'URSS.

1992 : Victoire électorale du parti travailliste israélien, Yitzhak Rabin 1^{er} ministre.

1993 : Accords dits « d'Oslo », suite à des négociations secrètes entre l'OLP et le gouvernement d'Yitzhak Rabin⁶.

1994 : Installation de l'Autorité nationale palestinienne (ANP) à Gaza et Jéricho. Massacre par un colon israélien, de 29 Palestiniens, au Caveau des Patriarches à Hébron. Accord de Paris sur des questions économiques. Traité de paix entre Israël et la Jordanie.

1995 : Accord de Taba, « Oslo II » : délimitation des zones A, B et C dans les Territoires occupés. Assassinat d'Yitzhak Rabin⁷.

1996 : Création et élection du Conseil législatif palestinien. Yasser Arafat élu président de l'ANP. L'ANP supprime de la Charte nationale palestinienne les articles mettant en cause l'existence d'Israël. Victoire électorale de Benyamin Netanyahou (Likoud).

1997 : Protocole sur le redéploiement israélien à Hébron. Intensification de la colonisation à Jérusalem-Est.

1998 : Projet israélien de municipalité unique pour Jérusalem qui équivaut à l'annexion des colonies du « Grand Jérusalem ».

1999 : Fin de la période d'autonomie intérimaire durant laquelle les parties devaient trouver une solution définitive aux questions majeures : Jérusalem, réfugiés, frontières. Victoire électorale d'Ehud Barak, travailliste et premier ministre israélien.

2000 : retrait israélien du Liban. Échec du sommet de Camp David. La provocation d'Ariel Sharon sur l'Esplanade des Mosquées provoque la 2^e intifada. Israël détruit les installations de l'Autorité palestinienne à Gaza. Nombreux attentats suicides en Israël.

Échec des Accords d'Oslo

2001 : L'intransigeance d'Ehud Barak sur Jérusalem, les frontières et la question des réfugiés entraîne l'échec des négociations de Taba. Ariel Sharon remporte les élections et devient premier ministre. Clausturation forcée de Yasser Arafat à Ramallah. Attentat du World Trade Center à New-York.

2002 : Ariel Sharon rejette l'initiative de paix arabe adoptée à l'unanimité par les États de la Ligue arabe. Le lendemain, l'opération israélienne « Rempart » mène à la réoccupation brutale des zones

⁶ Pour plus de documentation sur le sujet : regarder Le Monde diplomatique et ses articles sur les accords. [Disponible ici](#).

⁷ Amnesty International, « Qu'est-ce que les accords d'Oslo ? », [disponible ici](#). Voir également la carte réalisée par Manière de Voir et visible en page 16 de ce diaporama de La Paix Juste, [disponible ici](#).

autonomes palestiniennes : 500 palestinien·ne·s sont tué·e·s et 8000 sont arrêté·e·s⁸. Début de la construction du Mur « de séparation ». Georges W. Bush conditionne la création d'un État palestinien à une « direction palestinienne nouvelle et différente ».

2003 : Les États-Unis forcent la nomination de Mahmoud Abbas comme 1^{er} ministre de l'ANP. Présentation du Pacte de Genève. L'UE place la branche politique du Hamas sur la liste des « organisations terroristes ». Résolution de l'Assemblée générale de l'ONU demandant l'arrêt de la construction du Mur. Invasion de l'Irak par les États-Unis.

2004 : Exécutions extra-judiciaires du cheikh Ahmed Yassine et d'Abdelaziz Al-Rantissi, chefs spirituels du Hamas. Marwan Barghouti (homme politique palestinien, membre du Conseil législatif palestinien, défenseur des accords d'Oslo et figure importante de la lutte contre l'occupation israélienne)⁹ est condamné 5 fois à la prison à vie. La Cour Internationale de Justice déclare la construction du Mur contraire au droit international. Décès de Yasser Arafat. Retrait israélien unilatéral de Gaza.

2005 : Mahmoud Abbas élu président de l'ANP. La société civile palestinienne lance l'appel BDS (Boycott Désinvestissements Sanctions).

2006 : Victoire du Hamas aux élections législatives dans les Territoires occupés. Malgré la reconnaissance de la loyauté du processus électoral, l'UE suspend son aide à l'ANP. Israël suspend la rétrocession des droits de douanes à l'ANP. Opérations de l'armée israélienne « Pluie d'été » contre la bande de Gaza, et « Punition adéquate » contre le Liban.

2007 : Malgré un accord sur la formation d'un gouvernement d'union, des affrontements inter-palestiniens à Gaza, aboutissent à la prise de contrôle de ce territoire par le Hamas.

Impasse : la colonisation continue en totale impunité

2008 : Après 5 mois de trêve, Israël reprend les assassinats extra-judiciaires de membres du Hamas qui riposte par des tirs de roquettes. Opération « Plomb durci » contre la bande de Gaza : 1300 personnes mortes et 5300 personnes blessées.¹⁰

2009 : L'armée israélienne fait usage d'armes prohibées contre les habitants de Gaza¹¹. Rapport du juge Goldstone sur l'attaque israélienne contre Gaza lors de l'opération « Plomb durci », et sur des attaques de groupes armés palestiniens en Israël¹². L'ONU cède aux pressions des États-Unis et reporte le vote sur la saisine de la Cour pénale internationale.

2010 : L'armée israélienne attaque la Flottille de la Liberté initiée par le mouvement international de solidarité avec le peuple palestinien en vue de briser le blocus de Gaza. L'assaut fait 9 morts et

⁸ Amnesty International, « ISRAËL ET TERRITOIRES OCCUPÉES À l'abri des regards : les violations des droits humains commises par les FDI à Jénine et à Naplouse », novembre 2022, [disponible ici](#).

⁹ Libération, « Marwan Barghouti, héritier d'Arafat et figure fédératrice dans l'imaginaire palestinien », 19 mars 2024, [disponible ici](#).

¹⁰ Médecins sans frontières, « Il y a huit mois : la guerre à Gaza », 27 août 2009, [Disponible ici](#).

¹¹ Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient, « Utilisation d'armes illégales par les Israéliens lors de l'agression contre Gaza », janvier 2010, [disponible ici](#).

¹² Résumé de ce rapport par l'AFPS réalisé en 2009, [disponible ici](#).

plusieurs dizaines de blessé·es parmi les passager·es¹³. B. Obama force M. Abbas à reprendre des discussions directes avec B. Nethanyahou à Washington, sans résultats.

2011 : Demande d'adhésion de l'État palestinien à l'ONU. Vote d'adhésion de la Palestine à l'UNESCO. Veto des États-Unis au Conseil de Sécurité de l'ONU sur la condamnation de la colonisation.

2012 : La Palestine devient État observateur à l'ONU. Assassinat, par les services israéliens, d'Ahmed Jabari, responsable du Hamas et principal interlocuteur du gouvernement israélien. Opération israélienne « Colonne de nuée » contre la bande de Gaza, qui fait 177 mort·es dont au moins 1200 civil·es¹⁴.

2013 : Reprise des discussions entre Israélien·nes et Palestinien·nes, à Washington.

2014 : Nouvel échec des négociations de paix Palestine-Israël portées par le Secrétaire d'État des États-Unis, John Kerry. Opération israélienne « Bordure protectrice » contre Gaza, qui provoque la mort de 2143 Palestinien·nes et laissera plus de 11000 blessé·es¹⁵. Soulèvement des Palestinien·nes de Jérusalem pour protester contre la colonisation.

2015 : B. Nethanyahou remporte les élections sur le programme « Non à un Etat palestinien ». Rapport de l'organisation d'anciens soldats israéliens « Breaking the silence » sur les crimes de guerre israéliens. Multiplications des attaques de villages palestiniens en Cisjordanie par des groupes de colons. La colonisation israélienne se poursuit.

2016 : Le 23 décembre 2016, le Conseil de sécurité des Nations unies adopte la résolution 2334 qui « exige de nouveau d'Israël qu'il arrête immédiatement et complètement toutes ses activités de peuplement dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est ». Cette résolution a été adoptée grâce à l'abstention des États-Unis.

2017 : Conférence de 75 États à Paris, sans résultat. En décembre, le président Trump reconnaît officiellement Jérusalem comme capitale d'Israël et ordonne d'y installer l'ambassade des États-Unis.

2018 : Au printemps, « Marches du retour » pacifiques organisées à Gaza derrière la barrière de séparation et réprimées par l'armée israélienne : plus de 270 personnes tuées, et plus de 29000 de blessé·es¹⁶. Plaintes déposées à la Cour Pénale Internationale (CPI). Le 19 juillet, la Knesset vote la loi fondamentale qui proclame de caractère juif de l'État d'Israël. La langue arabe n'est plus une des deux langues officielles.

2019 : 25-26 juin : conférence économique à Bahreïn, Jared Kushner présente le plan américain d'investissement massif pour l'économie palestinienne, le « deal du siècle ». « Marches du retour » organisées à Gaza

2020 : le 28 janvier, M. Trump et M. Netanyahu présentent le plan « Prospérité pour la paix ». Un projet unilatéral qui prévoit notamment l'annexion de nombreux territoires palestiniens. Le 13 août :

¹³ INA, « 2010 : la prise d'assaut sanglante d'une flottille pour Gaza par l'armée israélienne », 2 octobre 2025, [disponible ici](#).

¹⁴ Le Monde, « Troisième guerre à Gaza en moins de six ans », 16 juillet 2014, [disponible ici](#).

¹⁵ Association Belgo-Palestinienne, « Opération Bordure protectrice : étapes d'une guerre annoncée » a été effroyable », septembre 2014, [disponible ici](#).

¹⁶ RFI, « Grande marche du retour : un an après, un lourd bilan humain », 29 mars 2019, [disponible ici](#).

« accords d'Abraham » entre les Émirats Arabes Unis, Bahreïn et Israël. Le projet d'annexion *de jure* est « remis à plus tard ».

2021 : Intifada de l'unité. Le 6 mai, des Palestinien-ne-s à Jérusalem-Est protestent contre la décision de la Cour suprême israélienne de l'expulsion de six familles palestiniennes de cette partie de la ville, territoire sous occupation illégale d'Israël. En réponse à des jets de pierre, la police israélienne lance un assaut sur le complexe de la mosquée Al-Aqsa. En réponse, le Hamas et le Jihad islamique palestinien (autre organisation armée, nationaliste et islamiste) envoient des roquettes en Israël qui touchent des habitations. L'Armée réplique massivement sur la Bande de Gaza en ciblant 950 lieux. AU moment du cessez-le-feu du 21 mai, au moins 256 Palestinien-ne-s dont 66 enfants, et 14 Israélien-ne-s dont 2 enfants sont décédés¹⁷.

2022 :

- Les attaques israéliennes continuent en territoire palestinien. Le Mont du Temple est la cible d'un raid en avril (400 arrestations et 1 mort)¹⁸, 147 frappes sont répertoriées sur la Bande de Gaza en août (49 mort-es dont 17 enfants)¹⁹.
- Fin décembre 2022, une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) sur « les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de l'illicéité de la présence d'Israël dans le Territoire palestinien occupé » demande une consultation de la Cour internationale de justice (CIJ) sur les sujets listés dans la résolution.

2023 : Première commémoration de la Nakba aux Nations-Unies, le 15 mai. Dans cette même première moitié de l'année 2023, 591 incidents impliquant des colon-es israélien-ne-s (expansion des colonies, violences physiques, destruction des habitats des populations palestiniennes sédentaires et nomades, destruction des récoltes²⁰) sont relevés en Cisjordanie occupée, soit une hausse de 39% par rapport à la même période en 2022²¹.

7 octobre 2023 et ses suites : rétention d'otages, destruction de la Bande de Gaza, accusations de génocide sur le peuple palestinien

2023 :

- **7 octobre** : Suite à aux attaques meurtrières du Hamas et du Jihad islamique palestinien sur le sol de l'État d'Israël, 1139 personnes (1068 de citoyenneté israélienne, soit 373 membres

¹⁷ [En anglais] Office des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, « Réponse à l'escalade dans le territoire palestinien occupé, Rapport de situation 21-27 mai 2021 », 27 mai 2021, [disponible ici](#).

¹⁸ [En anglais] Al Arabiya English, « Clashes erupt at Jerusalem's al-Aqsa mosque, at least 152 injured », 15 avril 2022, [disponible ici](#).

¹⁹ [En anglais] Nations Unies, « Fresh Israel-Palestinian Islamic Jihad truce prevents 'full-scale war » , 8 août 2022, [disponible ici](#).

²⁰ Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient, « Le terrorisme des colons israéliens », 2023, [disponible ici](#).

²¹ L'Orient-le-Jour, « Environ 600 "incidents" impliquant des colons israéliens en six mois, selon l'ONU », 4 août 2023, [disponible ici](#).

des forces de sécurité israéliennes 695 civils, dont 674 de nationalité juive²² et 21 de nationalité arabe²³, ainsi que 71 personnes de nationalité étrangères) sont tuées et 251 sont prises en otages et amenées dans la Bande de Gaza. L'État d'Israël répond en menant des opérations militaires sur le territoire palestinien.²⁴

- **29 décembre** : l'Afrique du Sud engage une procédure contre Israël auprès de la CIJ, alléguant des violations par Israël de ses obligations envers la population palestinienne de la bande de Gaza contre le génocide. L'Afrique du Sud demande à la Cour d'ordonner des mesures de protection de la population palestinienne à Israël et de mettre fin à son offensive sur la bande de Gaza²⁵. Elle y répondra le 26 janvier 2024, en rendant une ordonnance qui spécifie à Israël de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher tout acte pouvant être considéré comme génocidaire selon la Convention sur le génocide de 1948²⁶.

2024 :

- Le conflit s'élargit au reste de la région. Israël mène des attaques au Liban (contre le Hezbollah), en Iran, au Yémen, en Syrie.
- **26 mars** : la rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits de l'Homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 conclut qu'il existe « des motifs raisonnables de croire que le seuil indiquant que des actes de génocide » commis par Israël a été atteint. La rapporteuse affirmera en octobre de la même année que son évaluation de la situation est renforcée par les événements survenus tout au long de 2024.
- **28 mars** : suite à une seconde requête de L'Afrique du Sud auprès de la CIJ, afin de prévenir la situation de famine en cours à Gaza, la Cour ordonne à Israël des mesures d'urgence, en demandant de laisser passer l'aide humanitaire dans la bande, et d'assurer que la nourriture puisse arriver à la population sans délai pour éviter que la famine ne s'installe²⁷.
- **24 mai** : suite à une troisième requête de l'Afrique du Sud déposée auprès de la Cour, laquelle demanda des mesures de protection de la population à Rafah, au Sud de la bande de Gaza, alors que l'armée israélienne y mène une offensive et bloque l'accès à l'aide humanitaire, la CIJ ordonne à Israël de mettre fin à son offensive à Rafah, et de laisser ouvert le point de

²² Pour voir la différence sur les notions de citoyenneté et de nationalité dans le droit israélien : AFPS, « Il n'y a pas de nationalité israélienne », 4 avril 2024, [disponible ici](#).

²³ Courrier international, « Discriminés mais honorés, les "héros" bédouins du 7 octobre aspirent à une entière égalité », 5 mars 2024, [disponible ici](#).

²⁴ [En anglais] France 24, « Israel social security data reveals true picture of Oct 7 deaths », 15 décembre 2023, [disponi39e ici](#).

²⁵ Nations Unies, « Justice internationale : plainte sud-africaine contre Israël pour « génocide » à Gaza », 9 janvier 2024, [disponible ici](#).

²⁶ [En anglais] Haut-commissariat des Nations unies pour les droits humains, « Gaza: ICJ ruling offers hope for protection of civilians enduring apocalyptic conditions, say UN experts », 31 janvier 2024, [disponible ici](#).

²⁷ [En anglais] Al Jazeera, « Israel's war on Gaza updates: ICJ again orders Israel to ensure aid to Gaza », 28 mars 2024, [disponible ici](#).

passage entre Rafah et l'Égypte, afin de laisser passer la distribution de fournitures de base et l'aide humanitaire d'urgence²⁸.

- **28 mai** : l'Irlande, l'Espagne et la Norvège reconnaissent le même jour l'existence de l'État palestinien. 10 nouveaux pays ont reconnu la Palestine en tant qu'État depuis le début du conflit jusqu'en janvier 2025, portant à 147 États membres de l'ONU reconnaissant la Palestine, sur 193 membres.
- **19 juillet** : La CIJ, répondant à [la demande de consultation](#) de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) de décembre 2022 rend ses conclusions le 19 juillet 2024. Elle considère que la présence continue de l'État d'Israël dans le Territoire palestinien occupé est illicite ; qu'il est dans l'obligation de mettre fin à cette présence illicite dans les plus brefs délais ; qu'il est dans l'obligation de cesser immédiatement toute nouvelle activité de colonisation, et d'évacuer tous les colons du Territoire palestinien occupé ; et qu'il est dans l'obligation de réparer le préjudice causé à toutes les personnes physiques ou morales concernées dans le Territoire palestinien occupé.
- **31 juillet** : les Nations Unies présentent un rapport sur l'enfermement arbitraire de Palestinien-ne-s, et sur les tortures et mauvais traitement dont ils et elles font l'objet. Ces situations concernent des civils, du personnel médical, des patients blessés et des combattants, à la fois de la bande de Gaza et de la Cisjordanie occupée. Les témoignages rapportent l'absence d'information sur les raisons de la détention, ni la possibilité de bénéficier des services d'une avocate²⁹. Au même moment, étaient révélées des images suggérant des actes violents commis par 5 soldats de l'armée israélienne sur un détenu palestinien. Diffusées aux médias par les services de la procureure de l'armée d'alors, cette dernière a été arrêtée le 31 octobre 2025 et poursuivie pour « fraude, abus de confiance, abus de fonction, entrave à la justice et divulgation d'informations par un fonctionnaire »³⁰.
- **18 septembre** : l'AGNU vote, à 124 voix pour, 14 contre et 43 abstentions, une résolution prenant appui sur l'avis de juillet 2024 de la CIJ³¹.
- **24 octobre** : 9 expert-e-s de l'ONU ont condamné les bombardements d'hôpitaux et d'écoles en tant que crimes contre l'humanité et appellent à la prévention d'un génocide.
- **14 novembre** : Le Comité spécial des Nations Unies chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'Homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés sort un rapport qui mentionne « la possible commission d'un génocide à Gaza et l'imposition d'un régime d'apartheid en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est ». Il

²⁸ AFPS, « Ordonnance de la CIJ – 24 mai 2024 / Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (Afrique du Sud c. Israël) », 24 mai 2024, [disponible ici](#).

²⁹ Nations Unies, « Rapport de l'ONU : des Palestiniens détenus arbitrairement et au secret victimes de torture et de mauvais traitements », 31 juillet 2024, [disponible ici](#).

³⁰ Courrier international, « Israël: l'ex-procureure générale de l'armée arrêtée après la fuite en 2024 d'une vidéo de sévices », 3 novembre 2025, [disponible ici](#).

³¹ AFPS, « L'Assemblée générale de l'ONU exige le retrait total d'Israël du Territoire palestinien occupé sous 12 mois », 2 juin 2025, [disponible ici](#).

conclut que les « méthodes employées par Israël correspondent aux caractéristiques d'un génocide »³².

- **21 novembre** : suite à une enquête pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, la CPI émet deux mandats d'arrêt contre Benjamin Netanyahu et Yoav Gallant (ancien ministre de la Défense d'Israël) d'une part, et contre Mohammed Deif (commandant militaire du Hamas) d'autre part. La CPI allègue, pour les deux premiers, leur responsabilité pour le « fait d'affamer des civils comme méthode de guerre, constitutif d'un crime de guerre, et crimes contre l'humanité de meurtre, persécution et autres actes inhumains »³³. Pour le troisième, « d'être responsable des crimes contre l'humanité, de meurtre, d'extermination, de torture, de viol et d'autres formes de violence sexuelle, ainsi que des crimes de guerre de meurtre, de traitements cruels, de torture, de prise d'otages, d'atteintes à la dignité de la personne, de viol et d'autres formes de violence sexuelle³⁴ ». En dépit de ces mandats, la France n'intervient pas lorsque Netanyahu survole l'espace aérien français en février, avril et juillet 2025³⁵.

2025 :

- **Janvier à mars** : un cessez-le-feu, prévoyant la libération des personnes israéliennes détenues depuis le 7 octobre 2023 par des groupes armés palestiniens en échange de celles palestiniennes enfermées par les autorités israéliennes, est mis en place, dans un contexte de fin d'administration Biden aux États-Unis. En mars, Israël reprend ses attaques aériennes sur la Bande de Gaza.
- **Mai** : Benjamin Netanyahu annonce qu'Israël va prendre totalement le contrôle de la Bande de Gaza, ce qui suscite de vives réactions au sein de la communauté internationale.
- **Mai** : La coalition de la flottille de la liberté organise l'envoi d'un navire apportant de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza, avec à son bord près d'une trentaine de personnes. Le 2 mai, le navire est attaqué par des drones dans les eaux internationales, au large de Malte. Le bateau, le *Conscience*, est endommagé, mais sans victimes humaines³⁶. La coalition accuse Israël d'être à l'origine de l'attaque, mais cette information n'a pas été confirmée ni par Israël, ni pas une enquête indépendante.
- **Juin** : une seconde expédition de la Flottille de la liberté pour Gaza quitte la Sicile le 1^{er} juin avec [15 personnes](#) à son bord, des biens de première nécessité et de l'aide médicale. Le navire, le *Madleen*, est intercepté dans les eaux internationales, le 9 juin par les forces armées israéliennes³⁷, hors, donc, de la zone territoriale israélienne. L'ensemble des passager-es sont

³² France Info, « Guerre à Gaza : les méthodes employées par Israël "correspondent aux caractéristiques d'un génocide", estime un comité spécial de l'ONU », 14 novembre 2024, [disponible ici](#).

³³ Cour pénale internationale, « Situation dans l'État de Palestine : La Chambre préliminaire I de la CPI rejette les exceptions d'incompétence soulevées par l'État d'Israël et délivre des mandats d'arrêt à l'encontre de MM. Benjamin Netanyahu et Yoav Gallant », 21 novembre 2024, [disponible ici](#).

³⁴ Cour pénale Internationale, « Deif », 21 novembre 2024, [disponible ici](#).

³⁵ Communiqué de presse de l'AFPS, relayé par La Cimade, « La France doit interdire l'utilisation de son espace aérien par Benjamin Netanyahu le 7 juillet », 4 juillet 2025, [disponible ici](#).

³⁶ L'Orient le Jour, « Un navire chargé d'aide pour Gaza visé par Israël au large de Malte, selon la Flottille de la liberté », 2 mai 2025, [disponible ici](#).

³⁷ L'Humanité, « Flottille pour Gaza : Israël intercepte le Madleen et piétine le droit international », 9 juin 2025, [disponible ici](#).

débarqué·e·s dans le port d'Ashdod, puis expulsé·e·s vers leurs pays respectifs dans les jours qui suivent, après avoir été détenu·e·s pendant quelques jours par les autorités israéliennes.

- **Juillet** : un troisième navire de la Flottille, le *Handala* quitte le port de Gallipoli (Italie) avec 18 personnes à son bord, le 20 juillet. Il transporte du matériel médical et des vivres. Le 26 juillet, dans les eaux internationales, le navire est intercepté par l'armée israélienne, ses occupant·e·s arrêté·e·s, débarqué·e·s dans le port d'Ashdod avant d'être expulsé·e·s dans les jours qui suivent après détention³⁸.
- **20 Août** : le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu valide le 20 août un « plan de conquête » de la ville de Gaza, et approuve, en parallèle, un plan de construction de nouveaux logements dans la Cisjordanie occupée, appelé « E1 », porté par son ministre des finances, suprémaciste et membre de l'extrême-droite israélienne, Bezalel Smotrich.
- **22 août** : l'ONU déclare l'état de famine dans la ville de Gaza, dans le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC). Les expert·e·s de l'IPC estiment que 100% de la population gazaouie fait l'expérience de « hauts niveaux d'insécurité alimentaire aigue », et que 32% est entrée dans la phase 5 de niveau jugé « catastrophique »³⁹. Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, ainsi que d'autres expert·e·s de l'organisation, ont rappelé que cette situation est causée par la « l'obstruction systématique d'Israël » et est la conséquence directe de sa politique de blocus de la bande. Volker Türk, haut-commissaire des Nations Unies aux droits humains, rappelle que cette politique constitue un « crime de guerre », et un « crime de guerre d'homicide volontaire »⁴⁰.
- **31 août** : 148 des 251 otages ont été libéré·e·s et sont retourné·e·s en Israël. Les corps de 58 autres ont été rapatrié·e·s, et 3 ont été tué·e·s par les Forces de défense israéliennes⁴¹. Selon le gouvernement israélien, sur les 47 otages détenu·e·s à cette date par le Hamas, 20 sont encore en vie⁴².
- **Août** : près de 2 ans après les attaques du 7 octobre 2023, les opérations militaires israéliennes dans la Bande de Gaza ont causé la mort de plus de 63.000 palestinien·ne·s vivant dans le territoire⁴³. Ces chiffres pourraient s'élever à plus de 100.000⁴⁴. La grande majorité de ces décès sont des personnes civiles tuées dans des zones résidentielles, des lieux publics (écoles, hôpitaux), et non des combattantes des forces politiques qu'Israël affirme combattre.

³⁸ France 24, « Flottille pour Gaza : le bateau humanitaire intercepté par l'armée est arrivé en Israël », 27 juillet 2025, [disponible ici](#).

³⁹ [En anglais] Integrated Food Security Phase Classification, « GAZA STRIP: Famine confirmed in Gaza Governorate, projected to expand | 1 July – 30 September 2025 », 22 août 2025, [disponible ici](#).

⁴⁰ Nations Unies, « Famine à Gaza : « un échec pour l'humanité toute entière », selon le chef de l'ONU », 22 août 2025, [disponible ici](#).

⁴¹ France 24, « Israël annonce la mort de trois otages tués "par erreur" dans la bande de Gaza », 15 décembre 2023, [disponible ici](#).

⁴² [En anglais] CNN, « Who are the hostages freed during the Israel-Hamas conflict? », 5 décembre 2023, mis à jour le 15 septembre 2025, [disponible ici](#).

⁴³ Euronews, « Israël lance une offensive planifiée en déclarant la plus grande ville de Gaza zone de combat », 30 août 2025, [disponible ici](#).

⁴⁴ Courrier international, « Guerre Israël-Hamas. À Gaza, la barre des 100 000 morts a probablement été atteinte, selon une nouvelle étude », 6 juillet 2025, [disponible ici](#).

La quasi-totalité de 2,3 millions de gazaoui·e·s ont été déplacé·e·s depuis le début du conflit⁴⁵. Des sources satellites estiment que près de 80% des bâtiments situés dans la Bande ont été entièrement détruits ou endommagés depuis le début des opérations⁴⁶.

- **16 septembre** : La Commission d'enquête internationale indépendante sur le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël, à l'occasion de la soixantième session du Conseil des droits de l'homme sur l'analyse juridique de la conduite d'Israël à Gaza, indique dans son rapport que l'État d'Israël commet un génocide sur la bande de Gaza, au moins depuis octobre 2023. Selon ses conclusions, l'intention d'extermination se constate par « les déclarations explicites des autorités civiles et militaires israéliennes et le comportement systématique des forces de sécurité »⁴⁷.
- **22 septembre** : une dizaine d'États reconnaissent l'État de Palestine, sans toutefois employer le terme de génocide. Il s'agit de la France, du Royaume-Uni, du Canada, de l'Australie, du Portugal, du Luxembourg, de Saint-Marin, de Malte, de Monaco et d'Andorre.
- **29 septembre** : le président des États-Unis, Donald Trump, propose à Benjamin Netanyahu un plan en vingt points. Ce plan propose entre autres : la libération immédiate des otages israélien·ne·s et de prisonnier·e·s palestinien·ne·s détenu·e·s en Israël ; la démilitarisation du Hamas ; le retour de l'aide humanitaire à Gaza ; le retrait progressif des forces armées israéliennes de la bande ; la présence d'une « force internationale de stabilisation » dans la région. Le plan propose des conditions pour la création, à terme, d'un État palestinien. Il propose également une gouvernance transitoire pour la Palestine : un comité "technocratique et apolitique" incluant l'autorité palestinienne à condition qu'elle mette en place des réformes concernant sa propre gouvernance. Il serait supervisé par un comité de la Paix présidé par le chef d'état américain et comprendrait parmi ses membres l'ancien premier ministre britannique Tony Blair⁴⁸.
- **3 octobre** : La Global Sumud Flottilla, initiative maritime internationale menée par des ONG afin de forcer le blocus israélien de la bande de Gaza et de livrer des denrées alimentaires, des produits de première nécessité, lancée en juillet 2025, est interceptée par l'armée israélienne à une centaine de kilomètres des côtes de la bande⁴⁹. Cette flottille comportait plus de 40 navires, avec 500 participant·e·s en provenance de plus de 44 pays de tous les continents, parmi lesquels du personnel médical, des avocat·e·s, des militant·e·s et des député·e·s nationaux·ales et européen·ne·s. Au cours de de l'interception et pendant la détention qui a

⁴⁵ [En anglais] Amnesty international, « Mass forced displacement in Gaza highlights urgent need for Israel to uphold Palestinians' right to return », 15 mai 2024, [disponible ici](#).

⁴⁶ [En anglais] United Nations Satellite Centre, « UNOSAT Gaza Strip Comprehensive Damage Assessment », 5 août 2025, [disponible ici](#).

⁴⁷ Nations Unies, « Israël commet un génocide à Gaza, affirme une commission d'enquête de l'ONU », 16 septembre 2025, [disponible ici](#).

⁴⁸ Public Sénat, « Gaza : que contient le plan de Donald Trump pour mettre fin à la guerre ? », 30 septembre 2025, [disponible ici](#).

⁴⁹ Courrier international, « Le dernier bateau de la flottille Global Sumud pour Gaza a été intercepté », 3 octobre 2025, [disponible ici](#).

- précédé l'expulsion d'Israël des passager·e·s, ces dernier·e·s ont rapporté avoir subi des violences de la part des autorités israéliennes⁵⁰.
- **9 octobre** : annonce d'un accord sur la première phase du plan proposé par Donald Trump entre Israël et le Hamas, prévoyant l'échange de personnes enfermées en détention, et le retrait partiel de l'armée israélienne de la bande de Gaza⁵¹.
 - **27 Novembre** : Les bombardements continuent sur la bande de Gaza malgré la signature du cessez-le-feu entré en vigueur le 10 octobre. 327 personnes sont ainsi tuées entre le 10 octobre et le 27 novembre⁵². De plus, l'occupation israélienne dans les territoires palestiniens en Cisjordanie continue de se renforcer en violation du droit international. Les organisations de la société civile documentent la situation depuis plusieurs mois⁵³ ainsi que les questions d'engagements financiers européens sur place⁵⁴.

⁵⁰ L'Humanité, « Privation d'eau et de nourriture, insultes, obligation de brandir un drapeau israélien... Greta Thunberg et les militants de la Global Sumud Flotilla maltraités dans une prison israélienne », 5 octobre 2025, [disponible ici](#).

⁵¹ France Info, « Plan de paix pour Gaza : quelles sont les prochaines étapes après l'annonce d'un accord entre Israël et le Hamas ? », 9 octobre 2025, [disponible ici](#).

⁵² Amnesty International, « Malgré le cessez-le-feu, le génocide à Gaza continue », 27 novembre 2025, [disponible ici](#).

⁵³ [en anglais] Human Rights Watch, « "All My Dreams Have Been Erased", Israel's Forced Displacement of Palestinians in the West Bank », 20 novembre 2025, [disponible ici](#).

⁵⁴ Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, « Rapport DBIO 2025 : les acteurs privés derrière l'économie d'occupation et de génocide en Palestine », 25 novembre 2025, [disponible ici](#).